

## ÉDITORIAL

Ce numéro spécial de *Transfer* est consacré à l'impact sur l'emploi dans le secteur public municipal des politiques d'austérité adoptées dans un certain nombre d'États membres de l'UE, et à la manière dont la négociation collective et la participation des travailleurs tentent de faire face aux conséquences pour les travailleurs. Les municipalités sont importantes en tant que premier niveau du gouvernement, et elles fournissent des services essentiels aux citoyens, mais elles n'ont pas bénéficié de beaucoup d'attention dans la littérature récente sur l'impact de la crise financière et économique sur le secteur public.

Ce numéro spécial commence par un article d'introduction offrant un cadre institutionnel comparatif pour les sept articles descriptifs par pays qui suivent. Ce cadre détaille les caractéristiques des tâches et des pouvoirs des municipalités, ainsi que des institutions du dialogue social pour la négociation collective et la participation des travailleurs sur le lieu de travail dans les différents pays. En outre, un aperçu comparatif présente les résultats des politiques d'austérité en termes de salaires, d'emplois et d'offre de service public, et met en évidence l'influence que les institutions du dialogue social ont eu sur ces résultats.

Les sept pays étudiés sont: le Danemark, la France, l'Allemagne, la Hongrie, l'Italie, les Pays-Bas et le Royaume-Uni. Cinq d'entre eux entrent dans le cadre d'une étude financée par la Commission européenne (VS/2011/0412): « *Social dialogue and the public services in the aftermath of the economic crisis: strengthening social dialogue in an era of austerity* » (le dialogue social et les services publics au lendemain de la crise économique: renforcer le dialogue social dans une période d'austérité - voir: <http://www.kcl.ac.uk/sspp/departments/management/Social-Dialogue-and-Austerity-EU.aspx>). Ces pays, exposés de diverses manières à la crise économique et financière, se caractérisent par des relations du travail dans le secteur public qui diffèrent d'un pays à l'autre. La Hongrie, l'Italie et le Royaume-Uni sont caractérisés par un processus décisionnel gouvernemental unilatéral, qui débouche sur des gels de salaires et des suppressions d'emplois et laisse peu de place à l'influence syndicale. À l'autre extrémité du spectre, la négociation collective au Danemark, en Allemagne et aux Pays-Bas a débouché sur une augmentation modérée des salaires nominaux. La France se situe à mi-chemin, le gel des rémunérations imposé par le gouvernement central allant de pair avec une poursuite de la croissance de l'emploi municipal.

La réduction des budgets contraint les municipalités à restructurer les services publics. L'Allemagne constitue un cas particulier à cet égard. Après avoir connu des baisses d'emploi dans les pouvoirs locaux suite à la réunification allemande, l'emploi municipal a augmenté légèrement depuis 2009. De manière générale, les syndicats et les représentants des travailleurs sur le lieu de travail sont confrontés à un dilemme: négocier des concessions ou s'opposer aux plans de l'employeur pour maintenir l'emploi du secteur public. Les succès variables remportés par les syndicats et les représentants des travailleurs d'un pays à l'autre et au sein d'un même pays illustrent la marge de manœuvre stratégique qui peut exister dans des contextes institutionnels différents. De manière générale, cependant, les temps sont durs pour les travailleurs municipaux, pour leurs représentants et pour les citoyens qui dépendent des services des pouvoirs locaux.

**Peter Leisink et Stephen Bach**